



## **ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL D'OUVERTURE ET D'ORGANISATION DE L'ENQUETE PUBLIQUE PORTANT SUR LE**

**PROJET D'OPERATION D'AMENAGEMENT FONCIER, AGRICOLE,  
FORESTIER ET ENVIRONNEMENTAL (PARCELLAIRE, TRAVAUX CONNEXES  
ET ETUDE D'IMPACT) DE LA COMMUNE DE CASTRES**

**LIAISON AUTOROUTIERE CASTRES TOULOUSE**

---

### **Le Président du Conseil départemental du Tarn**

**VU** la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et plus particulièrement son chapitre II du livre 1er du code rural sur les dispositions relatives à l'aménagement foncier ;

**VU** le décret n° 2006-394 du 30 mars 2006 relatif aux procédures d'aménagement foncier rural et modifiant le code rural ;

**VU** la délibération de la commission permanente du Conseil Départemental du Tarn en date du 08 décembre 2017 instituant une commission intercommunale d'aménagement foncier des communes de Castres dans le cadre de la procédure d'Aménagement Foncier Agricole Forestier et Environnemental liée au projet de Liaison Autoroutière Castres Toulouse ;

**VU** le Code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L. 121-14, R. 121-20-1 et R. 121-21 ;

**VU** le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 123-4 à L. 123-19 et R. 123-7 à R. 123-23 ;

**VU** la proposition de la Commission communale d'aménagement foncier de Castres, en date du 30 juin 2026, portant sur le projet d'opération d'aménagement foncier et le programme des travaux connexes ;

**VU** l'ordonnance en date du 19 mai 2026 du Tribunal Administratif de Toulouse désignant Monsieur Patrick ROUX en qualité de Commissaire-Enquêteur et Mme Isabelle ROUSTIT en qualité de Commissaire-Enquêteur suppléant ;

**VU** les pièces du dossier soumis à l'enquête publique ;

### **- ARRÊTE -**

#### **ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Une enquête publique est organisée dans la commune de Castres, dans le département du Tarn, pour une durée de 40 jours consécutifs, du 19 octobre 2026 à 9 h 00 au 27 novembre 2026 à 17 h 00.

Cette enquête porte sur le projet d'opération d'aménagement foncier, agricole, forestier et environnemental (parcellaire, travaux connexes et étude d'impact) de la commune de Castres, dans le département du Tarn.

Cet aménagement foncier agricole, forestier et environnemental (AFAFE) est destiné à remédier aux dommages causés par la réalisation de l'autoroute A69 entre Castres et Toulouse.

#### **ARTICLE 2 :**

Le Tribunal administratif de Toulouse a désigné, par ordonnance du 19 mai 2026, M. Patrick ROUX, responsable commercial du secteur bancaire, en qualité de commissaire enquêteur, et Mme Isabelle ROUSTIT, en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

#### **ARTICLE 3 :**

Le siège de l'enquête publique est fixé à la mairie de Castres, 1 rue de l'Hôtel de Ville, 81100 Castres.

Les pièces du dossier d'enquête publique ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront déposés à la mairie de Castres pendant 40 jours consécutifs, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie concernée, du 19 octobre 2026 à 9 h 00 au 27 novembre 2026 à 17 h 00 inclus.

Chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations et propositions sur le registre d'enquête papier.

Les observations et propositions pourront également être adressées par voie postale pendant la durée de l'enquête à l'attention du commissaire enquêteur, à l'adresse suivante :

M. Patrick ROUX – Commissaire enquêteur  
Projet d'aménagement foncier Castres  
Mairie de Castres  
1 rue de l'Hôtel de Ville  
81100 Castres.

Les pièces du dossier d'enquête publique pourront être à l'adresse internet suivante : <https://www.registre-dematerialise.fr/7641/> et gratuitement sur un poste informatique à la mairie de Castres (siège de l'enquête publique) aux jours et heures d'ouverture habituels.

Les observations et propositions du public pourront également être déposées et consultées sur ce site internet via le registre dématérialisé pendant toute la durée de l'enquête.

Elles pourront également être transmises par courrier électronique à l'adresse suivante :

[enquete-publique-7641@registre-dematerialise.fr](mailto:enquete-publique-7641@registre-dematerialise.fr)

#### **ARTICLE 4 :**

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations et propositions aux lieux, dates et heures suivants :

**Mercredi 21 octobre 2026 de 9h00 à 12h00 à la mairie de Castres ;**  
**Mardi 10 novembre 2026 de 9h00 à 12h00 à la mairie de Castres ;**  
**Vendredi 27 novembre 2026 de 14h00 à 17h00 à la mairie de Castres.**

#### **ARTICLE 5 :**

À l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête est clos par le commissaire enquêteur. Celui-ci établit son rapport et ses conclusions motivées conformément aux dispositions des articles R. 123-19 et suivants du Code de l'environnement et les transmet au Président du Conseil départemental du Tarn et au Tribunal administratif de Toulouse dans les conditions et délais prévus par la réglementation en vigueur.

#### **ARTICLE 6 :**

Un avis portant les indications de l'enquête est notifié par lettre recommandée à tous les propriétaires de terrains situés à l'intérieur du périmètre de l'opération d'aménagement foncier et figurant, au 1<sup>er</sup> janvier 2026, dans la documentation cadastrale.

Cet avis d'enquête sera également affiché à la mairie de Castres quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête. L'accomplissement de l'affichage sera certifié par la commune concernée.

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié 15 jours au moins avant le premier jour de l'enquête et rappelé avant le 8<sup>ème</sup> jour de l'enquête dans les deux journaux désignés ci-après :

- La Dépêche du Midi
- Le Journal d'ici

Parallèlement, le Conseil Départemental du Tarn procèdera à l'affichage de l'avis d'enquête en plusieurs lieux du périmètre concerné par l'aménagement foncier.

**ARTICLE 7 :**

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations et propositions du public sont communicables aux frais de la personne qui en fait la demande.

**ARTICLE 8 :**

Dès réception du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, le Président du Conseil départemental du Tarn en adresse copie à la mairie de Castres où s'est déroulée l'enquête, afin que ces documents soient tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

**ARTICLE 9 :**

Dès leur réception, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sont tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, à l'Hôtel du Département du Tarn, Direction Attractivité et Culture, ainsi qu'à la mairie de Castres où s'est déroulée l'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront également publiés sur le site internet sur lequel a été publié l'avis d'enquête et le dossier d'enquête publique dématérialisé, à l'adresse internet suivante : <https://www.registre-dematerialise.fr/7641/>, et y seront tenus à la disposition du public pendant un an.

**ARTICLE 10 :**

Des copies du présent arrêté seront adressées :

- au maire de Castres
- à M. le Préfet du Tarn,
- à M. le Commissaire-Enquêteur désigné,
- à M. le Président de la Commission Communale d'Aménagement Foncier concernée,
- à Mme la Présidente du Tribunal Administratif de Toulouse.

**ARTICLE 11 :**

M. le Président du Conseil départemental du Tarn, le commissaire enquêteur et le maire de Castres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département du Tarn.

Fait à Albi, le

09 SEP. 2026

Le Président du Conseil Départemental



Christophe RAMOND